

J.-J. Rousseau TANDIA MOUAFOU *
(Cameroun)

JEU ET ENJEU DU DISCOURS POLITIQUE AU CAMEROUN¹

Résumé: Le Cameroun qui expérimente la démocratie depuis les années 1990 connaît une mutation profonde de son espace social. Celui-ci est désormais le lieu d'un gouvernement de la parole où s'affrontent de positionnements discursifs antagonistes. Cette étude ambitionne de montrer que dans un tel contexte, au Cameroun comme partout ailleurs, la parole politique n'est qu'un jeu qui charrie un enjeu majeur, celui du maintien au pouvoir ou la quête affamée de ce dernier. Le discours politique dès lors devient un espace de réalisation du sujet ayant pour corollaire le masquage d'une subjectivité qui toujours affleure, il est aussi le creuset d'une force illocutoire qui vise, à réception, la modification des systèmes de croyance.

Mots-clés : discours, communication, subjectivité, pouvoir, interaction, manipulation

Abstract : *Games and Stake of Political Discourse in Camaroon.* Since the advent of democracy in 1990, Cameroon has gone through a deep mutation in its social milieu. The said milieu is henceforth a place of a government of speech where discursive antagonistic positions meet. This paper entitled "Games and stakes of political speech in Cameroon" intends to show that in such a context, in Cameroon like anywhere else, the political speech is just a game that carries major stakes, those of upholding power or those of the starring quest of power. The political speech therefore offers an opportunity to an individual to assert himself and this ends in screening a subjectivity that always crops up. It is equally an expressive power that aims at modifying systems of belief.

Key words: communication, interaction, manipulation, power, speech, subjectivity

Il ne fait pas de doute qu'en politique, le discours est consubstantiel au pouvoir. L'étude du discours politique revêt dès lors un intérêt heuristique certain en contexte démocratique du fait de l'affrontement permanent de différents positionnements discursifs. C'est de toute façon le cas du Cameroun qui fait l'expérience du multipartisme depuis les années 1990. Passée l'euphorie d'un tel changement mêlé à des dérives de toutes sortes, l'espace politique camerounais, comme beaucoup d'autres, affiche aujourd'hui une figuration dualiste avec d'un

* Université de Dschang-Cameroun, rtandia@yahoo.fr.

¹ Le Cameroun est un pays de l'Afrique centrale ayant une superficie de 475 000 km² et près de 15 000 000 d'habitants. Ce pays fait l'expérience du multipartisme depuis les années 1990 et est dirigé par le président Paul BIYA, également président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), Parti majoritaire à l'Assemblée nationale. Véritable patchwork d'ethnies, le Cameroun est un pays bilingue ayant adopté comme langues officielles le français et l'anglais.

côté un Parti-Etat, le RDPC², et de l'autre une opposition dont l'emblème est le SDF³. Notre corpus d'étude emprunte à deux discours respectivement émis de ces deux pôles. Ce sont des discours de politique générale prononcés par les leaders respectifs au cours de leur congrès ordinaire. Ils sont dès lors considérés comme des « paroles de meetings » (Ghiglione, 1994 :17) et permettent de matérialiser les différentes instances constitutives du contrat de communication politique. Nous voudrions dans cette étude montrer que le discours politique, au Cameroun comme ailleurs, est d'abord un jeu qui vise le maintien au pouvoir ou la quête de celui-ci, et qu'il possède aussi un enjeu qui amène l'homme politique à prendre la mesure de l'engrenage coûteux du gain ou de la perte du pouvoir. Tout ceci est bien entendu une affaire de stratégie au sens où l'entend Hermann Parret (Adam, 1984 :193) : « une stratégie est une raison nécessaire et suffisante B pour un certain comportement discursif A ». C'est cette stratégie que nous nous proposons d'étudier à travers trois articulations. D'abord la question de la construction de l'image de soi dans le discours politique (l'ethos). Ensuite la profération des contenus au moyen d'arguments se voulant *a priori* logiques (le logos). Enfin le caractère destiné, finalisé de ce discours dont le but ultimement visé est un effet perlocutoire à réception (le pathos).

1. Prolégomènes

Disons tout de suite qu'avec l'avènement de la démocratie au Cameroun, le champ politique est devenu, comme le dirait Marc Augé (Charaudeau, 2005 :18) le lieu d'un « gouvernement de la parole » où tout propos est susceptible d'être politisé par la situation de communication de même que, dans un mouvement inverse, un énoncé ouvertement politique peut vouloir dire autre chose, allant même jusqu'à neutraliser le sens politique. Ainsi la parole n'est-elle pas déconnectée de l'action politique, elle l'accompagne tel que l'explique Arendt (Charaudeau, 2005 : 31) : « [...] sans l'accompagnement du langage, l'action ne perdrait pas seulement son caractère révélateur, elle perdrait aussi son sujet, pour ainsi dire ; il n'y aurait pas d'hommes mais des robots exécutant des actes qui, humainement parlant, resteraient incompréhensibles. L'action muette ne serait plus action parce qu'il n'y aurait plus d'acteur, et l'acteur, le faiseur d'actes, n'est possible que s'il est en même temps diseur de paroles. L'action qu'il commence est révélée humainement par le verbe, et bien que l'on puisse percevoir son acte dans son apparence physique brute sans accompagnement verbal, l'acte ne prend un sens

² RDPC= Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

³ SDF= Social Democratic Front (Front Social Démocratique).

que par la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il fait, ce qu'il a fait, ce qu'il veut faire ».

Les discours qui constituent notre corpus obéissent-ils à une telle contrainte ? Nous dirons d'emblée oui parce que nous avons affaire à des paroles qui sont à la fois autorisées et qui font autorité. Les locuteurs sont présidents de Partis, donc des leaders dotés d'une légitimité politique. Aussi pourrions-nous aisément dégager les différentes instances constitutives du contrat de communication politique : une *instance politique* qui propose des programmes, justifie des décisions, appel au consensus ou au ralliement à l'endroit de l'*instance citoyenne*. Ce faisant, la première ne manque pas de traiter dans son discours une altérité qui est l'*instance adverse* dont elle critique les idées afin de mieux renforcer sa position. Hors gouvernance aussi, il y a l'*instance médiatique* qui sert de relais entre les deux premières au moyen de différents médias d'information. Revenant en amont, nous dirons que les leaders politiques dont les discours vont être analysés sont dotés d'une légitimité qui leur a été attribuée par un sujet collectif au sein du Parti. Ils sont dès lors sur la scène d'un théâtre où s'affrontent identité sociale et identité discursive. De ce fait, le discours politique ne saurait être considéré comme un simple artefact dont l'analyse s'attellerait à identifier et à décrire les différents florilèges. En même temps qu'il est un jeu, il charrie un enjeu majeur dans le champ politique comme l'affirment Trognon et Larrue (1994 :10) : « Le discours politique ne constitue pas un ornement de la conduite politique mise en mots, expliquée et commentée, habillée avec plus ou moins de bonheur, bref une superstructure. Le discours est constitutif du politique ». Le premier aspect de cette problématique que nous allons analyser consisterait en la fabrication d'une image discursive, corollaire d'une scission ontologique propre au sujet politique du moment où « l'être de parole, affirme Charaudeau, qu'on le veuille ou non, est toujours double. Une part de lui-même se réfugie dans sa légitimité d'être social, une autre se veut construite par ce qu'il dit » (Charaudeau, 2005 : 50).

2. Le croisement des ethoses

La notion d'ethos héritée de la rhétorique aristotélicienne est d'actualité en analyse du discours. L'ethos s'apparente à l'ensemble des moeurs oratoires, c'est-à-dire à l'image de soi que le locuteur laisse transparaître dans son discours. Il est fondamentalement une stratégie du discours politique. Qu'il s'agisse de l'ethos préalable ou prédiscursif antérieur à la prise de parole ou de l'ethos discursif qui se montre dans la dicibilité verbale, l'homme politique se joue constamment des deux, le second venant généralement soit renforcer le premier, soit le corriger ou le gommer tout simplement, tant on sait que « dans le domaine politique [...], les énonciateurs, qui occupent constamment la scène médiatique, sont associés à un

ethos que chaque énonciation peut confirmer ou infirmer »(Maingueneau, 1999 : 79). A propos de notre corpus, nous parlons d'un croisement des ethos parce qu'ils émanent de deux positionnements discursifs différents mais sont tout de même destinés à polir l'image de l'homme politique dans une visée argumentative. Au détriment des « ethos de crédibilité » fondés sur un discours de raison, nous avons surtout relevé des « ethos d'identification » qui ressortissent au paradigme de l'affect. Dans un champ politique essentiellement marqué par le durcissement des positions, nos deux leaders se construisent un *ethos de caractère* dont l'une des grandes figures est la *modération* définie dans le discours politique comme « une attitude de convenance tactique qui vise à débloquent des situations de conflits afin d'aboutir à un accord » (Charaudeau, 2005 : 14). Cet ethos ressort du discours du leader du SDF dont l'ethos préalable, d'après les stéréotypes, est celui d'un dur qui refuse toute concession. Il déclare pourtant dans son discours : « Cependant le SDF ne ferme pas sa porte au dialogue avec le RDPC. Les portes du SDF sont largement ouvertes au dialogue. Nous savons que des discussions franches et sincères entre RDPC et SDF peuvent contribuer énormément à faire avancer notre processus démocratique ».

Il en est de même du RDPC, Parti-Etat dont on pourrait redouter l'hégémonie, car il est à craindre que dans un régime certes démocratique, les idées du Parti dominant n'entraînent le libre consentement des individus. Son président se veut rassurant : « Et aujourd'hui, c'est le RDPC qui a le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée Nationale. C'est le RDPC qui tient les rênes de l'Etat. Mais, le RDPC a choisi de ne pas gouverner seul ».

Chez le même homme, cet *ethos de caractère* semble faire écho à un autre, l'*ethos du chef* au dessus de la mêlée d'où il distribue les récompenses aux Partis politiques ayant accepté la cohabitation : « Même si cette cohabitation n'a pas aplani toutes nos différences, il me plaît, à cette occasion, de rendre hommage au sens de l'Etat des dirigeants et de ces formations politiques, car, ce qui est en jeu, c'est l'intérêt supérieur du Cameroun ».

On note justement dans cet extrait le surgissement d'un « je » qui énonce une parole d'autorité et circonscrit un bien collectif à protéger : l'intérêt supérieur du Cameroun. Par ailleurs, nous avons pu identifier dans les deux discours la construction d'un *ethos de solidarité* que Charaudeau (Charaudeau, 2005 : 125) explique dans les termes suivants : « L'ethos de « solidarité » fait de l'homme politique un être qui non seulement est attentif aux besoins des autres, mais les partage et s'en rend comptable. La solidarité se caractérise par la volonté d'être ensemble, de ne pas se distinguer des autres membres du groupe et surtout de faire corps avec eux dès l'instant que ceux-ci se trouvent menacés ».

Le leader du SDF nous en donne une parfaite illustration : « Je suis frère à tous les membres du SDF et à tous les Camerounais. Un frère, un père, un fils pour ainsi dire ! Dieu m'a donné un peuple et je le protégerais tout entier. Le plus

souvent, je suis venu à vous avec Rose mon épouse, et l'interaction avec les autres nous a permis de connaître intimement le peuple camerounais.[...] Nous sommes descendus très rarement dans les hôtels. Nous partageons l'hospitalité de vos maisons puisque nous voulions faire partie de vos familles pour que nous nous connaissions mieux ».

Ce décrochage énonciatif fait place à l'anecdote et permet de placer l'homme politique au-dessus de tout soupçon d'égoïsme. Ce même ethos se retrouve chez le leader du RDPC qui se construit l'image d'un chef de Parti proche de ses militants malgré les contraintes liées à ses fonctions de Chef de l'Etat : « Je tiens à dire aux militants de cette section combien j'ai été sensible à leur invitation à venir rendre visite. Naturellement je serai ravi d'honorer cette invitation dès que les impératifs de mon emploi de temps me le permettront. Que tous les militants sachent bien que si nous ne nous rencontrons pas aussi souvent que nous le souhaitons tous, je pense constamment à eux et...cela me reconforte et me soutient bien souvent dans ma tâche ».

A l'observation, la finalité de ces ethos est de favoriser au niveau de l'instance citoyenne ce que Maingueneau (Maingueneau, 1999 : 79) appelle une « incorporation » définie comme « la manière dont le co-énonciateur se rapporte à l'ethos d'un discours » (Maingueneau, 1999 : 79) le but ultimement visé étant « la constitution d'un corps de la communauté imaginaire de ceux qui adhèrent à un même discours » (Maingueneau, 1999 : 79). Effectivement, nous nous sommes rendu à l'évidence de ce que les discours de notre corpus mobilisent des arguments qui militent en faveur de la perception d'un univers profondément dichotomisé.

3. La construction d'un univers manichéen

Nous partons du principe selon lequel la parole de l'homme politique prétend toujours dire le Bien qu'il oppose au Mal incarné par l'instance adverse. On en arrive à une perception manichéenne de l'univers social que le discours politique voudrait imposer à l'instance citoyenne à travers diverses stratégies argumentatives. Catherine Kerbrat Orecchioni (Kerbrat Orecchioni, 1984 :213) affirme fort à propos : « [...] discours du Parti, donc du parti pris, discours apologétique et polémique, dont l'enjeu est de dévaloriser la position discursive de l'adversaire tout en valorisant la sienne, on peut supposer que pour parvenir à ses fins persuasives, il exploite un certain nombre de ruses, stratégies ou stratagèmes qui frisent la mauvaise foi, ou même relèvent de l'évidence ».

C'est cette figuration dualiste du social mise en mots dans les deux discours que nous proposons d'analyser ici d'après deux axes : le Bien et le Mal.

3.1. L'axe du Bien

Nous avons certes affaire à des discours de politique générale prononcés lors des congrès ordinaires des Partis mais par dessus tout, c'est l'instance citoyenne qui est visée. C'est à son intention que ces « discours contribuent d'une façon décisive à gérer les processus de (re)construction de la réalité par et pour les hommes » (Mininni, 1994 : 128). Cela passe par la mobilisation d'un certain nombre de stratégies discursives que nous voudrions décrire ici. Disons d'emblée que l'on note dans ces discours une propension chez l'homme politique à vouloir se poser comme agent social mandaté par le Bien. Nous avons pu le relever dans le discours du leader du SDF, Parti d'obédience socialiste : « Les Anglophones ont lutté pour la réunification de notre pays. La plupart des architectes sont déjà morts. En leurs noms et au nom de ceux qui crient encore, je déclare que malgré les incompréhensions, malgré les campagnes d'intoxication, malgré les calomnies du régime, nous au SDF devons continuer à être la tête de proue de cette lutte, afin de construire un Cameroun plus uni, prospère, bilingue et démocratique ».

Le raisonnement antithétique commence par aligner les obstacles qui, au reste, ne sont pas considérés comme rédhibitoires à la conquête des lendemains meilleurs. On voit ainsi, comme l'explique Marc Angenot (Angenot, 2003 :217), comment la « Mission échue au sujet entraîne deux corrélats topiques : le consentement au martyre et la certitude de vaincre ». C'est dans cet ordre d'idées que ce leader, à la fin de son discours investit chaque membre de son parti d'une mission : « Nous avons un dessein commun, nous avons un futur commun. Plus notre pays continue de se détruire politiquement, économiquement et socialement, plus il sera difficile pour nous de le redresser. C'est pourquoi dès la fin de ce congrès, nous devons rentrer dans nos communautés comme des ambassadeurs de l'amour, du dialogue et de l'entente entre tous les Camerounais, ambassadeurs de la justice sociale, ambassadeurs de la paix, ambassadeurs des droits de l'homme, ambassadeurs de la solidarité, ambassadeurs de l'unité nationale. Que le SDF aille de l'avant jusqu'à la prise de pouvoir dans notre pays ».

L'évocation de la nation en déclin entraîne dans la suite du raisonnement la volonté salvatrice. Naturellement, c'est le Parti et ses membres qui sont ainsi posés en sauveurs d'un pays en déliquescence sur plusieurs plans. Mais le subjonctif supplétif de l'impératif qui clôt le propos nous amène à nous demander si l'entreprise de sauvetage commencera avec la prise du pouvoir ou s'achèvera avec elle. S'inscrivant dans la même logique, le discours du leader du RDPC dégage comme un relent narcissique qui se décline dans les stratégies glorifiantes et sanctificatrices des actions mises au compte du Parti et de ses membres : « Notre volonté était de rassembler sous une même bannière tous ceux qui étaient prêts à s'engager dans la voie de la démocratisation et de la libéralisation de l'économie, tous ceux qui étaient conscients de la nécessité de faire entrer notre pays dans une

ère nouvelle. La tâche n'a pas été facile...que d'épreuves traversées...que de défis affrontés...que de combats menés ! Il a fallu faire évoluer les mentalités,...lutter contre les situations acquises, bousculer les conservatismes,... faire admettre des idées nouvelles,...et j'en passe...Face à ces épreuves...à ces défis,...à ces combats, des prophéties de toutes natures ne donnaient pas cher du RDPC. Nos détracteurs de tous bords s'adonnaient au calcul des jours de survie qui restaient à notre Parti, Toutes les conjectures, toutes les spéculations, toutes les prédictions fantaisistes étaient les bienvenues, tant qu'il s'agissait de prédire l'échec ou la fin imminente du RDPC. Mais c'était sans compter avec vous,...compter sans votre capacité d'adaptation,...sans votre compétence,...sans votre savoir-faire,...sans votre combativité,...sans la foi des militants et des militantes du RDPC »

Tout le propos semble construit autour d'un schéma ternaire. D'abord une situation initiale avec pour élément déclencheur « l'urgence de démocratiser les comportements ». Ensuite une situation intermédiaire marquée par des transformations liées à des épreuves de toutes sortes. Enfin une situation finale énonçant la sanction en termes de réussite malgré les obstacles et les vicissitudes. Cette épreuve qualifiante semble avoir doté le Parti d'un capital symbolique qui lui confère, par voie de conséquence, vitalité sur l'instant et pérennité dans la durée : « Le RDPC est debout. Le RDPC tient bon la barre. Le RDPC vit et vivra ».

Notons que la dernière phrase figure l'homme politique dans sa vision du temps. Le même verbe « vivre » est conjugué au présent « vit » et au futur simple « vivra », les deux reliés par le coordonnant « et ». Ceci pour signifier d'entrée que le RDPC, sorti victorieux des bourrasques du vent démocratique, est plus que jamais présent sur la scène politique actuelle. Cet acquis est amené à s'inscrire dans la durée d'où l'emploi du futur « vivra » qui « actualise l'anticipation » (Jaubert, 1990 : 63) pour ainsi dire, devenant alors « le temps du visionnaire ou de l'homme d'action » (Jaubert, 1990 : 63). Cette vitalité du RDPC serait tributaire de son credo, lequel lui garantit le succès dans la praxis politique : « Mes chers camarades, vous le voyez, le RDPC promet,...le RDPC agit,...le RDPC réussit ». On note comme une gradation dans l'agencement des verbes « promet », « agit », « réussit » décrivant l'efficacité de l'action politique. Si le performatif « promet » canalise une force illocutoire, le soupçon de démagogie est aussitôt balayé par la mesure dans le réel de l'effet perlocutoire qu'entraînent les verbes « agit » et « réussit ».

A l'opposé de cette stratégie de sanctification des actions, le leader du SDF fait prévaloir le potentiel thaumaturgique de son discours qui entend par la parole créer un monde idéal. Aussi commence-t-il par investir chaque membre de son parti d'une mission messianique : « Quand nous sortirons de ce congrès, nous devons être des bâtisseurs : bâtisseurs du SDF, bâtisseurs de l'unité de notre pays, bâtisseurs de l'amour et de l'entente dans nos communautés de vie. Devenons tous des bâtisseurs. Ainsi, avec le temps nous pourrons regarder le passé avec fierté et

scruter l'avenir avec espoir et détermination. Nous sommes le dernier espoir du Cameroun ».

S'attaquant à un domaine aussi sensible que la protection sociale, on a l'impression que la voix du « nous » collectif ou si l'on veut du singulier collectif reprend la voix d'un tiers énonciateur d'une idéalité sociale : « La politique d'assurance sociale devra veiller à ce que les soins médicaux minimums soient accessibles à tous les citoyens ainsi que l'accès gratuit aux centres hospitaliers. D'un autre côté les chômeurs doivent être exonérés d'impôts, tous les villages ayant au moins deux mille habitants doivent avoir une école, un centre de santé et une pharmacie. Le revenu social de solidarité doit être restitué pour les familles sans emploi, ayant au moins cinq enfants légitimes à charge. Il sera généré par une taxe de solidarité dont le montant reste à déterminer ».

Le propos se veut impersonnel. Emis sous le couvert de l'objectivité, il participe des évidences inquestionnées, s'inscrivant ainsi dans « une ligne de cohérence stipulée par le jugement social » (Mininni, 1994 : 145). Bien plus, l'emploi récurrent de la modalité déontique « devoir » pose en termes d'obligation morale l'émergence de cette société idéalisée dont le SDF serait le garant.

Nous avons ainsi pu observer que les discours de nos deux leaders pensent le Bien, ont pour horizon le Bien. Cependant la structuration manichéenne du social, laquelle est symptomatique du politique nous amène à penser à son double inversé qui est le Mal.

3.2. L'axe du Mal

La préoccupation majeure du discours politique c'est le traitement d'une altérité. Celle-ci s'incarne dans l'instance adverse que le proposant s'emploie à critiquer, à dénier. Il s'agit là de ce que nous pourrions appeler à la suite de Ghiglione (Ghiglione, 1994 :39) la « mise en place du mécanisme de compétition [...] toujours liée à un tiers absent, le parti adverse ou son incarnation dans un homme politique particulier ». Nous avons noté dans le cadre de notre étude que l'homme politique s'attaque fréquemment à ce tiers absent en mobilisant plusieurs stratégies de disqualification. Il a essentiellement recours à l'argument *ad hominem* dont on sait qu'il est propre à servir d'attaque à la parole de l'adversaire, à ses opinions. Avec le SDF, cette attaque se veut frontale, dirigé vers un parti et son chef. On voit par exemple comment au moyen d'un paralogisme, il invalide le fallacieux programme politique du RDPC : « Il [le RDPC] continue à parler de bonne gouvernance tout en s'assurant que le programme national de bonne gouvernance qu'il chante tous les jours ne soit qu'un bluff ». Le leader du SDF a surtout recours au report de voix et laisse son propre discours être traversé par un discours autre dont il signale la présence par des guillemets : « [...] Pourquoi ce déclin alors que M. Biya a déclaré à son récent congrès que « les Institutions

fonctionnent normalement » et que nous avons lu dans un soi-disant programme de bonne gouvernance qu' « un régime démocratique et un Etat de droit ont déjà été mis en place au Cameroun ? ». « Le Parti RDPC au pouvoir a opté pour ce qu'il a appelé « un Etat unitaire décentralisé » qu'il n'a jamais songé d'appliquer. [...] En dépit des dispositions de la constitution de 1996, M. Biya, président du RDPC et chef de l'Etat a dit récemment aux Camerounais que « la décentralisation est délicate et complexe, elle affecte l'unité nationale » ».

Ces propos ne sont plus perçus comme ayant été délivrés sur la même longueur d'ondes du fait des marques formelles d'une hétérogénéité discursive que sont les guillemets. Ces aspérités graphiques permettent de signaler une altérité discursive. L'hétérogénéité montrée devient altérité déniée du moment où l'opinion de l'adversaire encadrée par les guillemets est récusée de fait. La vacance argumentative ainsi créée s'apparente à ce que Krieg (cité par Duteil-Mougel, 2005 :350) qualifie comme « dénonciation du mauvais mot de l'autre qui nomme mal » ou alors « dénonciation des mots-des-autres-qui-mentent ».

Dans le discours du chef du Parti RDPC par contre, le signalement de l'altérité se veut diffuse. L'instance adversaire n'est pas individualisée mais plutôt diluée dans des leaders qui ambitionnent légitimement d'accéder au pouvoir. Il a lui aussi recours à l'*ad hominem*, lequel emprunte au paralogisme dénonçant l'individualisme qui plane sur le programme politique des adversaires : « [...] Nous avons rejeté les critiques, trop systématiques pour être crédibles, de ceux qui n'ont d'autre projet que d'accéder au pouvoir » et explique par le même procédé que leur conduite politique n'obéit à aucune logique de la causalité : « Nous ne devons pas oublier que ceux qui, aujourd'hui, se réclament à grands cris de la démocratie et des droits de l'homme, sont ceux qui ont pris le risque de mettre notre pays à feu et à sang ». La cible ainsi disqualifiée est mise en discours par le pronom démonstratif « ceux » qui fonctionne ici comme une exophore *in absentia*. Le référent désigné est probablement absent de la situation de communication, ce qui contribue à en estomper davantage les contours. Vient-il à être complété par une subordonnée relative, on constate que celle-ci a beaucoup plus une valeur de caractérisation que d'identification. On pourrait dès lors penser à la restitution stylistique de la parole d'un chef de Parti cumulativement chef de l'Etat, donc d'un homme au-dessus de la mêlée. Cette transcendance dans le discours se prolonge dans l'emploi de définitions polémiques qui viennent subtilement invalider les points de vue adverses : « La démocratie que nous avons voulue... celle que nous entendons toujours promouvoir, n'est pas une démocratie d'exclusion, mais bien une démocratie de rassemblement ». « [...] la lutte politique n'est pas la guerre, c'est un combat d'idées et non un combat entre les personnes ».

Elles sont toutes construites autour des négations syntaxiques qui induisent ainsi une polyphonie. Il y a dans ces définitions comme une confrontation de voix,

de points de vue. Il y a la voix de l'énonciateur qui réfute tandis que le point de vue récusé appartient à des énonciateurs sous-jacents : les adversaires politiques.

N'allons tout de même pas ignorer que le traitement de l'altérité peut, à un certain moment de la prolation discursive, désertier l'argumentation logique. Le discours politique étant moins un donner à opiner qu'une stratégie visant le faire-faire ou le faire-croire, il se voit dès lors doté d'une réelle intentionnalité pathémique.

4. Du côté du pathos

Nos deux discours ont ceci de particulier qu'ils sont essentiellement destinés. Le pathos dont il est question ici peut être défini comme l'effet émotionnel que le locuteur voudrait produire sur l'instance citoyenne. La construction de cet effet pathémique peut passer par plusieurs stratégies discursives. Dans notre corpus il n'est pas le fait d'une identification empathique provoquée par un modèle d'émotion au pôle émetteur. Nos deux locuteurs ont plutôt tendance à exaspérer les faits ou tout simplement à les rendre émouvantes. On voit par exemple le chef du Parti RDPC user d'interrogations rhétoriques visant plus à convaincre qu'à recueillir une opinion. Il commence par esquisser le seuil d'un monde idéalisé auquel ne devront y accéder que ceux qui ont travaillé à sa construction : « Mais lorsque les perspectives d'amélioration se font jour... Est-ce le moment de prêter l'oreille aux sirènes de la facilité ? » Cette réflexion a pour corollaire la topique de l'anti sujet menaçant sans délai de ravir la récompense qui devrait échoir au sujet légitime : « Allons-nous laisser le soin à d'autres de continuer ce que nous avons conçu et entrepris ? Avons-nous la certitude qu'ils sauront mener à bon port la barque que nous avons guidée au milieu des écueils ? ».

L'éveil de la sensation commune de la menace, mieux de la conscience du danger débouche sur la construction de la figure du sauveur qui se trouve être le Parti naturellement : « Oui, je vous le demande, qui plus que le RDPC est plus qualifié pour entraîner derrière lui la communauté nationale, en tournant le dos au mirage fédéraliste voire au séparatisme prôné par certains ? »

Ce sont autant de modalités de sollicitation (Charaudeau, op.cit. :137) dont la finalité est d'inciter le public à éveiller sa conscience. Sur un tout autre plan, ces interrogations rhétoriques sont destinées à critiquer de façon acerbe l'adversaire. La construction du pathos passe par une modalisation axiologique de ce référent qui est alors très péjorativement évalué : « Hélas aussi, sous le couvert de la démocratie, des leaders irresponsables ont poussé dans la rue des innocents afin d'obtenir, par la violence et en dehors du jeu normal des Institutions, un changement qui servirait leurs seules ambitions personnelles ».

L'émotion que l'on voudrait susciter est construite d'entrée par l'interjection « hélas », la classe des adversaires étiquetée par l'adjectif axiologique « irresponsables », et toute la prédication sur ce thème énonce un comportement politiquement répréhensible. L'entreprise de disqualification se poursuit avec les interrogations rhétoriques : « Qui sont-ils, ces ambitieux qui retrouvent sur le tard une virginité démocratique ? Qui sont-ils, ces démagogues qui n'ont rien construit... qui ne peuvent s'entendre que pour détruire et dont l'ambition personnelle est le seul programme politique ? ».

Ce sont autant d'éthopées disqualifiantes, enfermées dans des exclamations oratoires, lesquelles ne peuvent qu'être destinées à soulever, à réception, des leviers de l'indignation. Par ailleurs, l'effet de pathémisation passe par l'évocation de la menace qui pèse sur le glorieux dont on sait que la protection se doit d'être partagée par la doxa. C'est l'exemple de « l'unité nationale » si difficilement acquise et dont la préservation est un impératif catégorique pour tous : « Nous ne laisserons pas, martèle le leader du RDPC, les spécialistes de la diffamation, de la désinformation, de la division et de l'agitation précipiter notre pays dans le désordre et remettre en cause les acquis de notre jeune démocratie. [...] Nous ne laisserons pas certains Camerounais, par des actes et des comportements irresponsables, compromettre l'unité de notre pays ».

Le « nous » collectif est une invitation lancée en direction de tous pour la défense de cette valeur commune. Au-delà du logos, l'argumentation sert ici de levain à l'intimidation, voire à l'agression de l'adversaire. Il s'agit aussi d'argumenter la haine à l'endroit de ceux qui s'attaquent aux valeurs communément partagées car comme l'explique Mininni (Mininni, 1994 : 145), « lorsque l'on menace ce qui est « glorieux », on veut anéantir une évaluation partagée et donc mettre en crise un accord ou entamer une ligne de partage stipulée par le jugement social ».

Dans le discours du chef du Parti SDF, la construction du pathos passe essentiellement par l'actualisation de « la topique de l'Ennemi social » (Angenot, art.cit. : 222). Ce dernier s'incarne dans le Parti RDPC auquel il est fait le reproche d'être à l'origine de la corruption et de ses succédanés qui gangrènent le pays : « Le régime RDPC est réputé pour la promotion de l'indiscipline dans l'appareil de l'Etat. Ceci a encouragé et promu la corruption et le détournement des deniers publics ainsi que l'impunité généralisé ». Il lui est également fait le reproche d'avoir bloqué le processus démocratique au profit de la dictature : « Depuis le lancement du SDF dans cette ville⁴ en 1990, nous avons dû faire face à un régime RDPC très violent, qui a développé toutes les tactiques pour rester au pouvoir contre la volonté du peuple camerounais, et qui a fait empêcher le processus de démocratisation et bloquer le changement par les urnes [...] Au Cameroun, les

⁴ Il s'agit de la ville de Bamenda, chef lieu de la province du Nord-Ouest.

citoyens continuent à vivre dans une dictature à cause du chaos intentionnellement créée dans le système électoral par le RDPC ».

Il renchérit en laissant croire que l'accès à un monde idéalisé, alors du domaine du possible, reste malheureusement bloqué du fait de ce Parti-Etat : « La réintroduction du multipartisme a conduit à la formation de plus de 200 Partis. Il est du devoir du gouvernement de réconcilier toutes ces différences, en vue de recueillir les meilleures retombées du développement politique et les bénéfices économiques et sociaux qui en découlent. L'actuel régime a été incapable de réaliser tout ceci ».

A défaut, « l'ennemi social » se trouve être le chef du Parti cumulativement chef de l'Etat : « Et la corruption est devenu un des obstacles de ce pays. Cette corruption est souvent très peu évoquée parce que Biya a distrait l'attention vers la petite corruption de la rue. [...] M. Biya dans sa tour d'ivoire pense que la décentralisation peut nuire à l'unité nationale ».

La verbalisation de l'offense passe d'abord, non seulement par l'omission du titre de la fonction présidentielle, mais aussi du désignatif hiérarchique « monsieur » devant le nom. Il réapparaît curieusement à la fin, abrégé « M. » et « permet en tout cas de marquer quelque distance hautaine [car] s'il s'applique par déférence, il peut aussi s'employer par ironie » (Angenot, 1982 : 267). C'est à proprement parler, pour reprendre les termes de ce dernier (Angenot, 1982 : 222), une « vision conspiratoire du social » qui passe par l'évocation de ces « figures récurrentes de la représentation du Suppôt du mal social, de l'ennemi du peuple » (Angenot, 1982 : 222). Ces stratégies visent elles aussi à argumenter la haine, à susciter à réception une révolte qui pourrait dégénérer en violence légitime puisqu'elles s'inscrivent également dans une topique qui est celle de la sensation commune de la menace.

Au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de penser que le but visé par la parole politique est de faire « œuvre de *mise en scène* discursive à visée pathémisante » (Charaudeau, 2000 : 141). Pour y parvenir, elle passe par l'actualisation de différents topoï supposées mettre en cause « l'harmonie et l'équilibre "axiologique" souhaitable de la société et de la personne. Ils sont créateurs d'états de tension, propres à engendrer des sentiments, des passions ou du moins des humeurs "dysphoriques" si les sujets y sont ouverts psychologiquement et socialement » (Chabrol, 2000 : 114).

Conclusions

Nous dirions à la fin de cette réflexion que le discours politique au Cameroun, comme partout ailleurs, n'échappe pas au rituel caractéristique du genre. Il est moulé dans les différentes instances fondatrices du contrat de

communication politique. Il est un jeu qui dévoile un enjeu majeur, ce qui fait que chez l'homme politique contemporain, « l'identité n'est que façade » (Bonnafous, 2003 : 257). Le relent narcissique de son discours, la perception manichéenne de l'univers social qui en découle ainsi que son fort coefficient de polémique nous amène à croire qu'en définitive, la parole politique n'est qu'un « diatexte » (Mininni, 1994 : 131), c'est-à-dire un dialogue entre le sujet et son contexte d'énonciation que l'on pourrait résumer par la proposition suivante : « Dans cette situation il faut que moi dise ça » (Mininni, 1994 : 131). Au demeurant, le champ politique n'est qu'une scène du théâtre de la parole, « espace épuré, où s'affronte le Bien et le Mal, la parole du leader dit à la fois le « fait littéral » et le « fait majoré » » (Ghiglione, 1994 : 52).

Références

- Adam J.M., 1984, « Pour une pragmatique textuelle : l'exemple d'un discours politique giscardien », p.187-211, in : Orecchioni K.C., dir., *Le Discours politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- Amossy R., dir., 1999, *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Lausanne, delachaux et Niestlé.
- 2000, *L'Argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fictions*, Paris, Nathan.
- Angenot M., 1982, *La Parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot.
- 2003, « L'ennemi du peuple et l'agent de l'histoire : 1800-1914 », p.213-223, in : Biya P., 1996, *Discours de politique générale du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC)*, tenu lors du congrès ordinaire du parti du 17 au 19 décembre 1996 à Yaoundé.
- Bonnafous S., 2003, « “ La dégénérescence du discours politique ”, un “ lieu commun ” de l'Antiquité et de la fin du vingtième siècle ? », p.249-257, in : Bonnafous S., Chiron P., et al., eds, *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Actes du colloque international de Cerisy-la-Salle, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Chabrol C., 2000, « De l'impression des personnes à l'expression communicationnelle des émotions », p.105-124, in : Christian Plantin, Marianne Doury, Véronique Traverso, dirs, *Les émotions dans les interactions*, Paris, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- Charaudeau P., 2005, *Le Discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- 2000, « Une problématique discursive de l'émotion. A propos des effets de pathémisation à la télévision », p.125-155, in : Plantin C., Doury M., Traverso V., dirs, *Les émotions dans les interactions*, Paris, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- Duteil-Mouguel C., 2005, « Ethos, logos, pathos dans les textes politiques contemporains », p.343-355, in : Marillaud P., Gauthier R., eds, *Actes du 25^{ème} colloque d'Albi*

- Langages et signification sur le thème « Rhétorique des discours politiques »*, Toulouse, Université de Toulouse le Mirail.
- Fru Ndi J., 2001, *Discours de politique générale du Social Democratic Front (SDF)*, tenu lors du Congrès ordinaire du parti du 05 au 07 octobre 2001 à Bamenda.
- Ghiglione R., 1994, « Paroles de meeting », p.17-53 in : Trognon A., Larrue J., dirs, *Pragmatique du discours politique*, Paris Armand Colin.
- Jaubert A., 1990, *La lecture pragmatique*, Paris, Hachette.
- Kerbrat Orecchioni, C., 1984, « Discours politique et manipulation : du bon usage des contenus implicites », p.213-227, in : Kerbrat Orecchioni, C., dir., *Le Discours politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- Maingueneau D., 1999, « Ethos, scénographie, incorporation », p.75-100, in : Ruth Amossy dir., *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Lausanne, delachaux et niestlé.
- Mininni G., 1994, « “ Le nom de la chose ” : une analyse diatextuelle des stylèmes mass-médiatiques dans l'écriture politique populaire », p.127-149., in : Trognon A., Larrue J., dirs, *Pragmatique du discours politique*, Paris Armand Colin.